

ÉDITOS/

22 millions par an: il faut «bloquer» le super salaire de Luca De Meo chez Kering

Par **JEAN-CHRISTOPHE FÉRAUD**
Chroniqueur économique

Le capitalisme français n'a décemment rien compris, rien appris. A la veille d'une possible résurgence d'un mouvement type gilets jaunes avec l'appel à «tout bloquer» le 10 septembre, en plein débat sur la répartition de l'effort pour désendetter le pays – qui épargne étrangement les plus aisés et enfonce encore les plus précaires – la rémunération d'un grand patron du CAC 40 explose une fois de plus toutes les règles de l'exemplarité et de la décence dues au monde du travail.

Quand il a négocié son package hallucinant – 22 millions d'euros de rémunération annuelle plus 20 millions de bonus de bienvenue – Luca De Meo, le nouveau patron du groupe de luxe Kering, qui vient de claquer la portière de Renault avec un bon sens du timing, ne s'est évidemment pas soucié du signal envoyé aux salariés lambda. Cette France qui se lève tôt, et qui, de «réforme» en «réforme», doit travailler toujours plus et toujours plus longtemps, pour ne jamais gagner plus. Pourquoi s'embarrasser de morale publique quand votre nouvel employeur, la richissime famille Pinaut, est prêt à vous dérouler un tapis de diamant sur un pont d'or pour redresser son empire

spécialisé dans les signes extérieurs de richesse (costumes Saint Laurent, sacs à main Gucci et autres bijoux signés Boucheron...)? Plus de 20 millions d'euros par an, soit mille années de smic ou près de 55 000 euros par jour, alors que le revenu annuel médian des Français atteint péniblement les 24 000 euros selon l'Insee : c'est devenu le salaire de référence des big boss du CAC et la nouvelle norme de l'indécence. Luca De Meo n'a d'ailleurs pas attendu son arrivée chez Kering pour assumer sans complexes ce séparatisme hors sol des patrons superstars : «*Moi je travaille soixante, soixante-dix, quatre-vingts heures par semaine. Vous pensez que je dors la nuit ?*», avait osé en février devant une commission d'enquête parlementaire celui qui dirigeait encore Renault pour justifier son salaire (13 millions d'euros «seulement»). Comme si un OS aux 3/8 ou un petit agriculteur étranglé de dettes, une femme de ménage ou une infirmière épuisée dormaient comme des bébés avec leurs salaires au ras du sol qui ne suivent plus du tout le coût de la vie. Rien de personnel contre le signore De Meo qui, au-delà de ses jolis costards et de son teint hâlé toute l'année, a bel et bien démontré quelques qualités

managériales par le passé. La «Renaulution» qu'il a pilotée jusqu'au printemps a sans nul doute sorti le losange de l'ornière après la fin de règne calamiteuse de Carlos Ghosn. Il y a des précédents encore plus hallucinants, comme les 36 millions de salaire accordés en 2023 à l'ancien patron de Stellantis, Carlos Tavares. Mais tout de même, le travail d'un seul homme, si talentueux soit-il, peut-il valoir 22 millions d'euros par an ? Le travail de mille autres et plus ? Dans le détail, Luca De Meo bénéficiera d'un salaire fixe de 2,2 millions, auquel s'ajouteront deux parts variables de 6,6 millions en cash et 13,2 millions en actions... La réponse habituelle des milieux patronaux consiste à brandir le salaire mirobolant des joueurs de foot, comme les 246 millions d'euros que percevra cette année Cristiano Ronaldo, prétraité dans un club saoudien. Argument sous-jacent : un grand capitaine d'industrie est plus utile à la société que ne l'est un virtuose du ballon rond. Ça peut se discuter en indice de bonheur brut prodigué. Et la comparaison qui ne vaut pas raison reste irrecevable pour la grande majorité des Français. Selon Oxfam, qui plaide pour un écart de rémunération maximum de 1 à 20, les PDG du CAC 40 gagnent en



moyenne 130 fois plus que leurs salariés. Déjà dur à avaler pour le quidam. Là, dans le cas de Luca De Meo, on est dans une fourchette de 200 à 500 fois le salaire moyen chez Kering en fonction des postes...

A défaut de savoir ce qu'en pensent les subordonnés du nouveau patron, on saura mardi si la rémunération dorée sur tran-

ches de De Meo reçoit le feu vert des actionnaires, convoqués ce jour-là en assemblée générale au siège parisien du groupe. Vu la dégradation du climat politique et social, il serait vraiment plus raisonnable de leur part de «bloquer» en l'état la super rémunération du nouveau patron de Kering. Histoire de l'inciter à un peu plus

de modération. Et de montrer qu'un grand patron peut parfois donner l'exemple. C'est en tout cas un «conseil d'ami» signé *Libé*. Le chroniqueur de gauche peut toujours rêver. ◀